

**1. UTILISATION PRÉVUE DU PLACEMENT**

☐ Épargnes générales ☐ Placements ☐ Retraite ☐ Achat / projet spécifique ☐ Éducation ☐ Autre, préciser : _____

2. RENSEIGNEMENTS SUR LE(S) CLIENT(S) ET SUR LE COMPTE**NOM 1**

Nom et prénom du client / Nom de la compagnie			N° de compte	Suff.	N° UN1C (9 chiffres)
Adresse (n° civique, rue et orientation)	N° app./bureau	Ville	Province / État	Code postal / ZIP code	Pays

NOM 2

Nom et prénom du client / Nom de la compagnie			N° de compte	Suff.	N° UN1C (9 chiffres)
Adresse (n° civique, rue et orientation)	N° app./bureau	Ville	Province / État	Code postal / ZIP code	Pays

NOM 3

Nom et prénom du client / Nom de la compagnie			N° de compte	Suff.	N° UN1C (9 chiffres)
Adresse (n° civique, rue et orientation)	N° app./bureau	Ville	Province / État	Code postal / ZIP code	Pays

3. OBLIGATION DE DÉTERMINATION QUANT AU TIERS (En vertu du Règlement sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes)

Le produit/compte est-il ouvert à la demande d'une personne ou d'une entité autre que le client?

☐ NON

☐ OUI, compléter les informations ci-dessous pour tous les comptes (ou produits) (sauf s'il s'agit d'un compte en fidéicommiss (ou produit détenu en fidéicommiss) ouvert par un conseiller juridique, un comptable, un courtier ou un agent immobilier et qui sera utilisé uniquement pour leurs clients, répondre à la question, mais ne pas compléter les informations). Envoyer le formulaire dûment rempli et signé par courriel à LRPCFAT_GRC@banquelaurentienne.ca.

Nom du tiers (individu ou entreprise)			N° de téléphone		
Adresse principale (n° civique, rue et orientation)	N° app./bureau	Ville	Province / État	Code postal / ZIP code	Pays
Date de naissance (JJ-MM-AAAA)	Lien entre le client et le tiers			Nature de l'entreprise - réservé 973	

Employeur

Statut d'emploi					
☐ Salarié ☐ Travailleur autonome ☐ Saisonnier ☐ Étudiant ☐ Sans emploi ☐ Travailleur retraité					
Occupation : consulter la liste Excel			Occupation		
Secteur d'activité					
Nom de l'employeur			N° de téléphone employeur		Poste
Adresse de l'employeur (n° civique, rue et orientation)	N° app./bureau	Ville	Province / État	Code postal / ZIP code	Pays

De plus, obtenir les informations suivantes si le tiers est une personne morale :

N° de certificat de constitution	Lieu de délivrance du certificat (province/territoire, état/pays)
----------------------------------	---

4. CONSENTEMENT À LA COLLECTE, L'UTILISATION ET LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La Banque collecte, utilise et divulgue mes renseignements personnels suivant ses pratiques en matière de protection des renseignements personnels. Ces pratiques sont plus amplement détaillées dans sa Déclaration de confidentialité ainsi que dans la brochure « Questions de discrétion », toutes deux disponibles en ligne au : <https://www.banquelaurentienne.ca/fr/securite.html>. Les principaux éléments sont les suivants :

- a) **Renseignements personnels** : Dans le cadre de sa relation avec moi et pour les fins énoncées ci-après, la Banque recueille des renseignements me concernant et qui m'identifient (« renseignements personnels »). Les renseignements personnels recueillis par la Banque varient selon le type de produits ou de services auxquels j'adhère et ma situation particulière et peuvent comprendre, selon le cas :
- a. des renseignements d'identification, tels que mon nom, ma date de naissance, mon sexe, mes numéros d'identification personnels, mon état civil, mes adresses, mes adresses électroniques, mes numéros de téléphone et ma signature;
 - b. des renseignements financiers, tels que mes revenus, mes antécédents en matière de crédit et les transactions qui passent par la Banque ou d'autres institutions financières;
 - c. des renseignements sur mon emploi, tels que le nom de mon employeur et mes antécédents professionnels.
- Les renseignements personnels sont principalement recueillis de moi, lorsque je fournis ces renseignements par écrit ou verbalement ou lorsque cela découle de mon utilisation de produits et de services (par exemple, mon historique transactionnel). Certains renseignements personnels peuvent également être recueillis d'autres sources, comme cela est décrit ci-dessous.
- b) **Collecte de mes renseignements personnels** : La Banque recueille mes renseignements personnels pour établir une relation avec moi et elle utilise ces renseignements personnels dans le cadre de ses activités. Les fins pour lesquelles mes renseignements personnels sont recueillis, utilisés et divulgués incluent :
- a. vérifier mon identité;
 - b. ouvrir, acheter, adhérer ou souscrire à un produit ou à un service;
 - c. permettre à la Banque d'offrir, administrer et améliorer les produits et services qui me sont fournis et de communiquer avec moi à ce sujet;
 - d. me donner accès aux services en ligne;
 - e. évaluer ma situation financière et cerner mes besoins notamment pour m'offrir des conseils financiers et des placements qui me conviennent;
 - f. déterminer mon admissibilité à des produits et services;
 - g. permettre à la Banque de faire affaire avec moi;
 - h. me protéger, ainsi que protéger la Banque et ses clients, contre les erreurs, les omissions ou la fraude;
 - i. communiquer avec moi au sujet de produits et services de la Banque, de ses entités affiliées ou d'autres partenaires qui pourraient m'intéresser;
 - j. faciliter la gestion des opérations et des risques au sein de la Banque (y compris la conformité avec les exigences juridiques et réglementaires et les communications avec les organismes de réglementation);
 - k. effectuer des analyses, notamment afin de comprendre les clients de la Banque ainsi que d'élaborer et de personnaliser les produits et services de la Banque.
- c) **Tiers** : Pourvu que ce soit aux fins énoncées ci-dessus, la Banque est autorisée à recueillir mes renseignements personnels auprès de tiers ou à divulguer mes renseignements personnels à des tiers dans les cas suivants :
- a. j'autorise la Banque à divulguer mes renseignements personnels aux autorités compétentes en cas de fraude, d'enquête, de violation d'une entente ou de violation de la loi;
 - b. j'autorise la Banque à divulguer mes renseignements personnels à d'autres institutions financières lorsque la communication interbancaire est requise pour éviter ou contrôler la fraude, pendant des enquêtes relatives à une violation d'une entente ou dans le cas d'une infraction à la loi;
 - c. j'autorise la Banque à rendre mes renseignements personnels accessibles à ses employés, à ses entités affiliées, à ses agents, à ses mandataires et aux fournisseurs de services agissant en son nom, lesquels sont tenus de préserver la confidentialité de ces renseignements. Les fournisseurs de services de la Banque fournissent notamment des services transactionnels, technologiques, d'assurance, de préparation de documents et de matériels, d'envois postaux ou électroniques, de messagerie, de gestion et de service client, d'entreposage, de tenue de dossiers et de transport de valeurs;
 - d. j'autorise la Banque à collecter ou à divulguer à des tiers mes renseignements personnels lorsque la loi l'y autorise ou l'oblige ou avec mon consentement.
 - e. dans le but de bénéficier d'un service de qualité et d'obtenir des renseignements sur les produits et services financiers offerts par la Banque, ses entités affiliées (telles que B2B Banque et BLC Services Financiers inc.) et ses partenaires, j'autorise la Banque à utiliser et à divulguer mes renseignements personnels à ses entités affiliées et ses partenaires afin que la Banque, ses entités affiliées et ses partenaires puissent me faire parvenir des communications promotionnelles sur leurs produits et services, y compris des communications personnalisées telles que des produits de crédit préapprouvés, par diverses méthodes, notamment par courrier, par téléphone et par messages électroniques (ex. : par courriel, messagerie texte, messagerie d'un média social, etc.). **Je peux révoquer cette autorisation en tout temps, en l'indiquant à mon conseiller au moment de la signature de la présente, ou par la suite, par le biais des services BLCDirect ou en communiquant avec le Centre Télébancaire au 514 252-1846 (région de Montréal) ou au 1 800 252-1846 (sans frais).** La Banque ne refusera pas de fournir les produits et les services décrits à la présente, si j'y ai droit, même si j'ai révoqué cette autorisation.
- d) **Cession** : Je reconnais que la Banque peut, à tout moment, sans m'en informer, céder mes produits et services à toute personne. Le cessionnaire peut être tenu de conserver mes renseignements personnels pendant une certaine période de temps, conformément aux lois applicables.
- e) **Numéro d'assurance sociale** : J'autorise la Banque à fournir mon numéro d'assurance sociale aux autorités fiscales, lorsque cela est requis par la loi, notamment pour la déclaration de revenus ou les déclarations de résidence fiscale à l'extérieur du Canada. La Banque peut également utiliser mon numéro d'assurance sociale à des fins d'identification ou de consolidation de données, mais je peux refuser l'utilisation à ces fins et la Banque ne peut alors me refuser de fournir les produits et services décrits à la présente si j'y ai droit.
- f) **Renseignements personnels à l'extérieur du Canada** : Si les services sont fournis par la Banque ou ses fournisseurs de services à partir d'autres pays que le Canada ou si des données contenant mes renseignements personnels sont déplacées et se trouvent dans un autre pays que le Canada, je comprends que la Banque ou ses fournisseurs de services peuvent être tenus de divulguer mes renseignements personnels aux autorités de cette juridiction en vertu des lois applicables de cette juridiction.

4. CONSENTEMENT À LA COLLECTE, L'UTILISATION ET LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (suite)

- g) **Mise à jour de mes renseignements personnels** : Lorsque je mets à jour des renseignements personnels concernant un produit ou un service particulier, ces renseignements personnels mis à jour seront considérés comme étant les plus récents et la Banque est autorisée à mettre à jour ses dossiers en conséquence pour tous les autres produits et services financiers que je détiens.
- h) **Droit de consulter mes renseignements personnels** : La Banque me permet de consulter les renseignements auxquels j'ai droit en vertu de la loi et je comprends que je peux adresser ma demande à l'équipe des Requêtes clients de la Banque par téléphone au 514 284-3987 (région de Montréal) ou au numéro sans frais 1 877 803-3731. Des frais pourraient s'appliquer afin d'en obtenir copie.
- i) **Obtention de renseignements sur toute autre personne** : Je confirme qu'avant de fournir à la Banque des renseignements personnels pour le compte d'une autre personne, j'ai obtenu le consentement préalable de cette personne ou je suis autrement légalement autorisé à fournir ces renseignements. Les renseignements personnels recueillis par la Banque seront utilisés et divulgués conformément aux pratiques de la Banque en matière de protection des renseignements personnels.

5. SIGNATURE DES CLIENTS / SIGNATAIRES AUTORISÉS**SIGNATURE DU CLIENT**

☐ Par téléphone : Heure de l'appel, numéro de téléphone et poste : _____

Signature du client 1

Date (JJ-MM-AAAA)

Signature du client 2

Date (JJ-MM-AAAA)

Signature du client 3

Date (JJ-MM-AAAA)

SIGNATURE DES SIGNATAIRES AUTORISÉS

Je consens à ce que mes renseignements personnels soient recueillis, utilisés et divulgués conformément aux pratiques de la Banque en matière de protection des renseignements personnels, plus amplement décrites à la présente. Je comprends que la Banque obtiendra mon consentement préalable pour toute utilisation ou collecte supplémentaire, ou pour tout changement aux fins pour lesquelles mes renseignements personnels sont recueillis. Si j'ai fourni des renseignements personnels concernant toute autre personne, je confirme que je suis autorisé à fournir de tels renseignements et, le cas échéant, que j'ai obtenu son consentement.

Nom et prénom en lettres moulées du signataire autorisé 1
(ou le propriétaire dans le cas d'une entreprise individuelle)

Date (JJ/MM/AAAA)

Signature du signataire autorisé 1 (ou le propriétaire dans le cas d'une entreprise individuelle)

Nom et prénom en lettres moulées du signataire autorisé 2

Date (JJ/MM/AAAA)

Signature du signataire autorisé 2

Nom et prénom en lettres moulées du signataire autorisé 3

Date (JJ/MM/AAAA)

Signature du signataire autorisé 3

Nom et prénom en lettres moulées du signataire autorisé 4

Date (JJ/MM/AAAA)

Signature du signataire autorisé 4

6. RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOYÉ

N° de transit de la succursale

Nom de l'employé (en lettres moulées)

Date (JJ-MM-AAAA)



Veuillez envoyer ce formulaire dûment complété et signé, par courriel, aux Opérations transactionnelles (920) à 982_Section_operations_epargne@banquelaurentienne.ca

N° de succ

N° de compte

Remplissez toutes les sections du formulaire qui s'appliquent à vous et remettez-le à la Banque Laurentienne du Canada. Les institutions canadiennes doivent recueillir les renseignements fournis sur ce formulaire pour ouvrir et maintenir un compte financier. Chaque titulaire d'un compte conjoint doit remplir un formulaire de déclaration de résidence aux fins de l'impôt. Si vous avez besoin d'aide pour remplir ce formulaire en ce qui concerne les renseignements sur votre résidence aux fins de l'impôt, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S5-F1-C1. Pour en savoir plus, lisez « Renseignements généraux » et « Comment remplir le formulaire » à la page 5.

1. IDENTIFICATION DU(DES) TITULAIRE(S) DU COMPTE

Client 1

Nom	N° UN1C (9 chiffres)
-----	----------------------

Adresse postale (seulement si elle diffère de l'adresse de résidence permanente) N° d'appartement	Nom de la rue et ville	Province, territoire, état ou sous-entité	Pays ou juridiction	Code postal ou ZIP
--	------------------------	---	---------------------	--------------------

Client 2

Nom	N° UN1C (9 chiffres)
-----	----------------------

Adresse postale (seulement si elle diffère de l'adresse de résidence permanente) N° d'appartement	Nom de la rue et ville	Province, territoire, état ou sous-entité	Pays ou juridiction	Code postal ou ZIP
--	------------------------	---	---------------------	--------------------

Client 3

Nom	N° UN1C (9 chiffres)
-----	----------------------

Adresse postale (seulement si elle diffère de l'adresse de résidence permanente) N° d'appartement	Nom de la rue et ville	Province, territoire, état ou sous-entité	Pays ou juridiction	Code postal ou ZIP
--	------------------------	---	---------------------	--------------------

2. DÉCLARATION DE RÉSIDENCE AUX FINS DE L'IMPÔT

Client 1 : Cochez toutes les options qui s'appliquent à vous.

- ☐ Je suis résident ou résidente du Canada aux fins de l'impôt.
- ☐ Je suis résident ou résidente des États-Unis aux fins de l'impôt ou de citoyenneté américaine.
Si vous cochez cette case, fournissez votre numéro d'identification fiscal (NIF) américain : _____
Si vous n'avez pas de NIF américain, en avez-vous demandé un ? ☐ Oui ☐ Non
- ☐ Je suis résident ou résidente d'une juridiction autre que le Canada ou les États-Unis aux fins de l'impôt.
Si vous cochez cette case, indiquez vos juridictions de résidence aux fins de l'impôt et vos NIF ou l'équivalent fonctionnel.
Si vous n'avez pas le NIF ou l'équivalent fonctionnel d'une juridiction en particulier, donnez la raison en choisissant l'une des options suivantes :

Juridiction de résidence pour l'impôt	N° d'identification fiscal	Raison
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____

Client 2 : Cochez toutes les options qui s'appliquent à vous.

- ☐ Je suis résident ou résidente du Canada aux fins de l'impôt.
- ☐ Je suis résident ou résidente des États-Unis aux fins de l'impôt ou de citoyenneté américaine.
Si vous cochez cette case, fournissez votre numéro d'identification fiscal (NIF) américain : _____
Si vous n'avez pas de NIF américain, en avez-vous demandé un ? ☐ Oui ☐ Non
- ☐ Je suis résident ou résidente d'une juridiction autre que le Canada ou les États-Unis aux fins de l'impôt.
Si vous cochez cette case, indiquez vos juridictions de résidence aux fins de l'impôt et vos NIF ou l'équivalent fonctionnel.
Si vous n'avez pas le NIF ou l'équivalent fonctionnel d'une juridiction en particulier, donnez la raison en choisissant l'une des options suivantes :

2. DÉCLARATION DE RÉSIDENCE AUX FINS DE L'IMPÔT (suite)**Client 2 : Cochez toutes les options qui s'appliquent à vous. (suite)**

Juridiction de résidence pour l'impôt	N° d'identification fiscal	Raison
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____

Client 3 : Cochez toutes les options qui s'appliquent à vous.

- ☐ Je suis résident ou résidente du Canada aux fins de l'impôt.
- ☐ Je suis résident ou résidente des États-Unis aux fins de l'impôt ou de citoyenneté américaine.
Si vous cochez cette case, fournissez votre numéro d'identification fiscal (NIF) américain : _____
Si vous n'avez pas de NIF américain, en avez-vous demandé un ? ☐ Oui ☐ Non
- ☐ Je suis résident ou résidente d'une juridiction autre que le Canada ou les États-Unis aux fins de l'impôt.
Si vous cochez cette case, indiquez vos juridictions de résidence aux fins de l'impôt et vos NIF ou l'équivalent fonctionnel.
Si vous n'avez pas le NIF ou l'équivalent fonctionnel d'une juridiction en particulier, donnez la raison en choisissant l'une des options suivantes :

Juridiction de résidence pour l'impôt	N° d'identification fiscal	Raison
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____
		☐ Raison 1 : Je demanderai un NIF ou j'en ai déjà demandé un mais je ne l'ai pas encore reçu. ☐ Raison 2 : Ma juridiction de résidence pour l'impôt n'émet pas de NIF à ses résidents. ☐ Raison 3 : Autres raisons. Veuillez préciser : _____

3. ATTESTATION

J'atteste que les renseignements fournis sur ce formulaire sont exacts et complets. Je fournirai à la Banque Laurentienne un nouveau formulaire dans un délai de 30 jours suivant tout changement de circonstances qui fait en sorte que les renseignements fournis dans ce formulaire sont incomplets ou inexacts.

_____ Nom du signataire 1 (en lettres moulées)	_____ Signature du titulaire du compte ou de la personne autorisée 1	_____ Date (JJ-MM-AAAA)
_____ Nom du signataire 2 (en lettres moulées)	_____ Signature du titulaire du compte ou de la personne autorisée 2	_____ Date (JJ-MM-AAAA)
_____ Nom du signataire 3 (en lettres moulées)	_____ Signature du titulaire du compte ou de la personne autorisée 3	_____ Date (JJ-MM-AAAA)

Les renseignements personnels (y compris le NAS) sont recueillis aux fins de l'administration ou de l'application de la Loi de l'impôt sur le revenu et des programmes et activités connexes incluant l'administration de l'impôt, des prestations, la vérification, l'observation et le recouvrement. Les renseignements recueillis peuvent être utilisés et communiqués aux fins d'autres lois fédérales qui prévoient l'imposition et la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit. Ils peuvent aussi être communiqués à une autre institution gouvernementale fédérale, provinciale, territoriale ou étrangère dans la mesure où le droit l'autorise. Le défaut de fournir ces renseignements pourrait entraîner des intérêts à payer, des pénalités ou d'autres mesures. Le numéro d'assurance sociale et le numéro d'identification fiscal sont recueillis en vertu des articles 237 et 281 de la Loi et de l'article 2 de l'accord intergouvernemental entre le Canada et les États-Unis, et sont utilisés à des fins d'identification. Les particuliers ont le droit, selon la Loi sur la protection des renseignements personnels, d'accéder à leurs renseignements personnels, de demander une correction ou de déposer une plainte auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada concernant le traitement de leurs renseignements personnels par l'institution. Consultez le Fichier de renseignements personnels ARC PPU 047 sur Info Source en allant à canada.ca/arc-info-source.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Les comptes financiers détenus par des particuliers non-résidents ou des personnes des États-Unis doivent être signalés à l'ARC.

Les comptes financiers signalés à l'ARC sont communiqués au gouvernement de la juridiction étrangère où le particulier est un résident aux fins de l'impôt lorsque le Canada a un accord d'échange de renseignements fiscaux avec cette juridiction. L'ARC échange des renseignements sur les comptes avec l'Internal Revenue Service des États-Unis si le particulier est un citoyen ou un résident de ce pays.

Vous pouvez demander à votre institution financière si elle a signalé l'existence de votre compte financier à l'ARC et quels renseignements elle lui a donnés.

Vous pouvez également communiquer avec l'ARC pour savoir si vos renseignements ont été transmis aux États-Unis ou à une autre juridiction.

COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE

Section 1 – Identification du titulaire de compte

Utilisez la section 1 pour indiquer le titulaire de compte. L'adresse de résidence permanente du titulaire de compte est parfois différente de son adresse postale. Dans ce cas, donnez les deux adresses.

Le **titulaire de compte** est la personne inscrite ou indiquée comme titulaire de compte par l'institution financière qui gère le compte. Cependant, lorsqu'une personne autre qu'une institution financière détient un compte financier au profit d'une autre personne ou pour celle-ci à titre d'agent, de responsable, de mandataire, de signataire, de conseiller en placements ou d'intermédiaire, on ne la considère pas comme le titulaire de compte. Dans de tels cas, le titulaire de compte est la personne pour laquelle le compte est détenu.

Si une fiducie ou une succession est inscrite comme titulaire d'un compte financier, c'est elle qui est le titulaire du compte et non son fiduciaire ou son liquidateur. De même, si une société de personnes est inscrite comme titulaire d'un compte financier, c'est elle qui est titulaire du compte et non ses associés. Dans de tels cas, remplissez un formulaire RC519, Déclaration de résidence aux fins de l'impôt pour les entités – Parties XVIII et XIX de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Un titulaire de compte comprend aussi toute personne pouvant accéder à la valeur de rachat ou désigner un bénéficiaire selon la valeur de rachat d'un contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un contrat de rente.

Le numéro d'assurance sociale (NAS) du titulaire de compte doit être indiqué sur ce formulaire uniquement s'il a un NAS et s'il est une personne des États-Unis ou un non-résident.

Lorsqu'un compte financier est ouvert par ou pour un enfant et que l'enfant est considéré comme le titulaire de compte, le parent ou le tuteur légal peut remplir et signer le formulaire pour l'enfant.

Le **numéro de police / de compte** est le numéro que l'institution financière attribue à un compte (tels un numéro de compte de banque ou de police d'assurance). Lorsque vous remplissez ce formulaire à titre de personne détenant le contrôle d'une entité, donnez le numéro de police ou de compte attribué à l'entité. Si vous n'avez pas un tel numéro, laissez la case vide.

Section 2 – Déclaration de résidence aux fins de l'impôt

Utilisez la section 2 pour indiquer la résidence du titulaire de compte aux fins de l'impôt et son numéro d'identification fiscal. Si le titulaire de compte n'a pas de numéro, donnez-en la raison.

En général, une personne sera **résidente** d'une juridiction **aux fins de l'impôt** si elle y réside de façon normale et non seulement parce qu'elle reçoit des revenus provenant de cette juridiction. À l'exception des États-

Unis, la citoyenneté ou le lieu de naissance ne détermine pas le lieu de résidence aux fins de l'impôt.

Une personne qui est résidente de plus d'une juridiction aux fins de l'impôt peut se fier aux règles décisives que les conventions fiscales prévoient (lorsqu'elles s'appliquent) pour résoudre le cas de double résidence aux fins de l'impôt. Sinon, elle devrait entrer toutes les juridictions où elle est résidente aux fins de l'impôt et fournir son numéro d'identification fiscal (NIF) pour chaque juridiction.

Pour en savoir plus sur la résidence aux fins de l'impôt, parlez à un conseiller fiscal ou allez à oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-residency/#d.en.347760 (en anglais seulement).

Un **numéro d'identification fiscal ou équivalent fonctionnel**, souvent désigné par son abréviation NIF, est une combinaison unique de lettres et / ou de chiffres qu'une juridiction attribue à un particulier pour identifier celui-ci aux fins de l'administration de ses lois fiscales. Entrez le NIF dans le même format officiel que reçu. Pour en savoir plus sur les NIF acceptables, allez à oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-identification-numbers/#d.en.347759 (en anglais seulement).

Si vous êtes un citoyen ou un résident des États-Unis et que vous n'avez pas de NIF américain, vous avez 90 jours pour en demander un. Une fois que vous l'avez reçu, vous avez 15 jours pour le donner à votre institution financière. Si vous ne donnez pas votre NIF à votre institution financière, vous êtes passible d'une pénalité de 100 \$.

Si vous n'êtes pas un résident du Canada ou des États-Unis aux fins de l'impôt et que vous n'avez pas le NIF de votre juridiction de résidence, vous avez 90 jours pour en demander un et 15 jours pour le donner à votre institution financière après sa réception, à moins que votre juridiction de résidence n'émette pas et ne demande pas de NIF. Si un NIF n'a pas été fourni pour une juridiction de résidence, vous devez donner une raison pour ne pas en avoir un. Les raisons qui correspondent à la « Raison 3 : **Autres raisons** » pour ne pas avoir de NIF comprennent de ne pas être admissible à en recevoir un. Toutefois, si vous êtes admissible à recevoir un NIF et que vous ne le donnez pas à votre institution financière, vous êtes passible d'une pénalité de 500 \$.

Section 3 – Attestation

Il est important de remplir et de signer la section 3 avant de remettre ce formulaire à votre institution financière. Le formulaire peut être signé par toute personne autorisée à signer au nom du titulaire de compte. Lorsqu'une personne autre que le titulaire de compte signe le formulaire au nom de ce dernier, l'institution financière doit recevoir une preuve que cette personne a l'autorisation d'agir au nom du titulaire de compte.

Type de personne détenant le contrôle

Les comptes financiers détenus par des entités contrôlées par des particuliers non-résidents ou des personnes des États-Unis doivent également être signalés à l'ARC. Remplissez cette section seulement si vous remplissez le formulaire en tant que personne détenant le contrôle d'une entité.

Les **personnes détenant le contrôle** (PDC) d'une entité sont les personnes physiques qui exercent un contrôle direct ou indirect sur cette entité. En général, pour établir si une personne exerce un contrôle sur l'entité, il faut savoir comment les propriétaires bénéficiaires de cette entité sont identifiés aux fins de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes du Canada.

Par exemple, on considère généralement qu'une personne détient le contrôle d'une société si elle détient ou contrôle directement ou indirectement 25 % ou plus de la société. Lorsqu'aucune personne physique n'est identifiée comme détenant le contrôle de la société, un directeur ou un cadre supérieur de la société est considéré comme étant la personne détenant le contrôle.

Le numéro d'assurance sociale (NAS) d'une personne détenant le contrôle doit être indiqué sur ce formulaire uniquement si cette personne a un NAS et qu'elle est une personne des États-Unis ou une non-résidente.

Dans le cas d'une fiducie, les personnes qui détiennent le contrôle incluent les constituants, les fiduciaires, les protecteurs (si elle en a), les bénéficiaires (ou bénéficiaires discrétionnaires) et les personnes physiques qui exercent en dernier lieu un contrôle réel sur la fiducie.

Une personne détenant le contrôle d'une entité peut exercer un contrôle indirect par l'intermédiaire d'une autre entité. Dans ce cas, pour savoir quelles personnes détiennent le contrôle de l'entité, vous devez examiner la chaîne de contrôle ou les droits de propriété pour identifier les personnes physiques qui exercent un contrôle réel sur l'entité. Ensuite, vous devez déclarer ces personnes comme étant celles qui détiennent le contrôle de l'entité. Les institutions financières peuvent appliquer cette exigence de façon semblable à celle qui sert à identifier les propriétaires bénéficiaires d'une entité aux fins de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes du Canada.

Dans le cas où une fiducie exerce un contrôle sur l'entité, la personne détenant le contrôle de l'entité comprend toutes les personnes physiques qui contrôlent la fiducie. Dans le cas où une société exerce un contrôle sur l'entité, la personne détenant le contrôle de l'entité comprend toutes les personnes physiques qui détiennent ou contrôlent directement ou indirectement 25 % ou plus de la société.

Dans le cas d'une structure juridique autre qu'une société ou une fiducie, les personnes qui détiennent le contrôle sont des personnes dans des situations équivalentes ou semblables à celles décrites ci-dessus.

Pour l'application des parties XVIII et XIX, une structure juridique comprend une société, une société de personnes, une fiducie ou une fondation.

Inscrivez la description qui décrit le mieux le type de personne détenant le contrôle :

- ☐ Propriétaire direct d'une société.
- ☐ Propriétaire indirect d'une société (par un intermédiaire).
- ☐ Administrateur ou cadre d'une société.
- ☐ Constituant d'une fiducie.
- ☐ Fiduciaire d'une fiducie.
- ☐ Protecteur d'une fiducie.
- ☐ Bénéficiaire d'une fiducie.
- ☐ Autre personne détenant le contrôle d'une fiducie.
- ☐ Personne dont la situation est équivalente à un constituant d'une structure juridique autre qu'une fiducie (par exemple une société de personnes).
- ☐ Personne dont la situation est équivalente à un fiduciaire d'une structure juridique autre qu'une fiducie (par exemple une société de personnes).
- ☐ Personne dont la situation est équivalente à un protecteur d'une structure juridique autre qu'une fiducie (par exemple une société de personnes).
- ☐ Personne dont la situation est équivalente à un bénéficiaire d'une structure juridique autre qu'une fiducie (par exemple une société de personnes).
- ☐ Autre personne détenant le contrôle d'une structure juridique autre qu'une fiducie (par exemple une société de personnes).

Loi sur la protection des renseignements personnels, fichier de renseignements personnels ARC PPU 047.